

Développement économique

Avec un pareil manque d'organisation, il est bien normal que les mandarins de la Fonction publique se retrouvent finalement avec tous les pouvoirs en main. En fait, c'est un groupuscule de hauts fonctionnaires, le bureau du Conseil privé et quelques ministères clefs qui gouvernent le pays. Ils ne rendent de compte qu'au premier ministre. Les autres membres du cabinet sont parfaitement inutiles; on leur demande seulement de s'exhiber à toutes sortes d'assemblées et de faire des beaux sourires. Leur rôle se limite à cela et je suppose que nous devrions leur en savoir gré. Comme tout journaliste objectif qui a suivi les activités du gouvernement l'a fait remarquer récemment, c'est sans aucun doute le cabinet le plus médiocre que le gouvernement ait jamais eu de toute son histoire.

On peut expliquer de façon charitable pourquoi le premier ministre a imposé ce système. C'est peut-être—je n'affirme rien—parce qu'il a reconnu que son gouvernement ne suivait pas la politique établie par le cabinet. Prenons quelques exemples. Dans le discours du budget il est fait mention, à quatre endroits, que le gouvernement a l'intention de réduire son intervention dans le secteur privé. Cette déclaration figurait dans quatre passages du discours du trône. Cela a également été annoncé à la télévision nationale le 1^{er} août dernier dans le discours du premier ministre.

Moins de deux semaines après le discours du trône, le gouvernement a nationalisé Nordair et a également pris le contrôle d'une compagnie pétrolière Pacific Petroleum Ltd. Ces mesures sont en contradiction avec la politique officielle du gouvernement. Je veux bien admettre qu'il est possible que le premier ministre ne l'ait pas fait de gaieté de cœur et qu'il a peut-être créé ce super-ministère afin d'exercer une surveillance sur d'autres ministres inconséquents qui prennent des décisions qui vont à l'encontre de la politique gouvernementale.

Il y a beaucoup d'autres exemples, monsieur l'Orateur. Le ministre d'État (petites entreprises) (M. Abbott) a annoncé le printemps dernier la création d'un bureau chargé de réduire la paperasserie. L'objectif de cette mesure était de réduire les lenteurs administratives ainsi que le volume de paperasserie imposé à l'industrie par l'État. Moins de deux semaines après cette nouvelle, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a présenté un bill intitulé «loi sur la surveillance des sociétés pétrolières». Ce bill n'aurait d'autre résultat que d'imposer un surcroît de paperasserie à cette industrie. Cette décision allait donc totalement à l'encontre de la politique annoncée par le ministre d'État (petites entreprises), qui devait pourtant avoir en principe l'approbation du cabinet.

Il y a eu également les promesses continuées dans les discours du trône de 1973 et 1974 où il a été annoncé que le ministère d'État (Science et Technologie) allait être doté de nouveaux pouvoirs et qu'il dirigerait véritablement les efforts du gouvernement dans le domaine de la science et de la technologie. Rien de tel ne s'est produit, monsieur l'Orateur, et l'on peut même dire que les initiatives gouvernementales ont eu un effet totalement contraire.

Je suis prêt à admettre que le premier ministre a reconnu la différence entre les promesses faites et les résultats obtenus et qu'il essaye d'empêcher que cela ne se reproduise à l'avenir. En 1972, le ministre d'État (Science et Technologie) a annoncé

une nouvelle politique prévoyant dorénavant la réduction du pourcentage que représente le montant des dépenses internes des ministères par rapport aux dépenses globales du gouvernement. En fait, le montant des dépenses internes a augmenté au cours des quatre années suivantes. C'est ainsi qu'on peut dire que le gouvernement a agi totalement à l'encontre de sa politique officielle.

En 1972, le Conseil du Trésor a annoncé que dorénavant, il ne constituerait plus de grands services informatiques au sein des ministères mais qu'il adjugerait des marchés au secteur privé. Au cours des cinq années suivantes, c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Il a constitué de grands services informatiques ministériels et le montant des contrats passés à l'extérieur a diminué.

Voici seulement quelques exemples de mesures gouvernementales contrecarrées par l'action du gouvernement et il ne s'agit pas là d'une liste complète, monsieur l'Orateur. Il se peut finalement qu'après toutes ces années, le premier ministre commence à se rendre compte que le public se lassera de constater que le gouvernement prêche une chose et fait précisément l'inverse. Il va donc falloir que le gouvernement applique la politique qu'il a annoncée. Ce super-ministère a reçu instructions d'orienter dans la bonne voie ceux des ministres qui ne se sont pas donné la peine d'aligner leur action sur leurs promesses.

Si tel est le but de ce Conseil, il ne donne pas une bien haute idée des possibilités du cabinet, monsieur l'Orateur. Il ne donne pas une bien haute idée de l'honnêteté de ses membres, puisqu'il a fallu créer un super-ministère pour les empêcher de tromper l'opinion, pour veiller à ce qu'ils fassent vraiment ce qu'ils disent. Si c'est cela qu'il fallait pour les encadrer, eh bien faisons-le. Je souhaite bonne chance au ministre, si c'est là le but qu'on lui a fixé.

Mais je suis très porté à croire que cette impression charitable n'est sans doute pas tout à fait exacte. Plus vraisemblablement, si ce ministère a vu le jour, c'est qu'en réalité parce que le premier ministre a fini par admettre—ou peut-être s'agit-il d'un repentir «in extremis»—qu'à la tête de l'administration et du cabinet, les méthodes complexes de présidence du Conseil qu'il avait adoptées avec grand bruit il y a dix ans, ont lamentablement échoué. Et ces dix ans d'échec ont imposé au Canada un tel joug qu'on ne peut pas lui demander de continuer à supporter.

Pareille incapacité chez le premier ministre, pareille incapacité à diriger n'appellent qu'une solution: un changement. Voilà la seule vraie réponse. Voilà ce dont notre pays a besoin. Il nous faut un nouveau premier ministre qui s'y connaisse en gestion, un premier ministre qui ait examiné le problème et qui comprenne que les gens comptent plus que les structures. Exploité par des incompetents, le meilleur système ne donnera pas les résultats escomptés. On ne peut prendre un politicien usé et défait et le nommer président d'une société aérienne internationale et s'attendre à un bon rendement. Il nous faut un premier ministre capable de se rendre compte que cela ne se fait pas. C'est un premier ministre comme ça que nous aurons après les élections. Nous espérons sincèrement et nous prions que d'ici les élections on ne nous infligera plus d'autres décisions, mutations ou nominations aussi stupides.